

La Presse en Acadie : développements et difficultés

Henri-Dominique Paratte

Université Acadia

Depuis quelques années, il ne fait guère de doute que la société acadienne, et non seulement au Nouveau-Brunswick, s'organise dans tous les secteurs d'activité possibles. Journaux, radios, centres culturels, gestion scolaire, associations diverses : on a l'impression que la vision à la fois profondément nationaliste mais délibérément pragmatique qui a toujours été celle des Acadiens commence à produire les résultats escomptés.

C'est peut-être dans divers secteurs de la presse — écrite comme parlée — que ce mouvement semble le plus évident ; et, en même temps, que l'on se rend compte de la fragilité de tout l'édifice.

Le trou qui fut causé par la disparition de *L'Évangéline* dans les années 1980 donna lieu, pendant plusieurs années, à un combat acharné entre deux options, qui étaient elles-mêmes, plus que des options de presse proprement dites, le reflet d'optiques régionales parfois diamétralement opposées, sinon même le prétexte à des conflits de politique partisane inavoués mais évidents. D'un côté, *Le Matin*, basé à Moncton, appuyé par le gouvernement conservateur de Richard Hatfield, et représentant la tendance par laquelle les régions acadiennes du Sud-Est du Nouveau-Brunswick disposaient d'une part plus importante du gâteau que les régions acadiennes du Nord-Est, où pourtant un groupe d'hommes d'affaires, probablement plus proches du parti libéral, avait démarré *L'Acadie Nouvelle*, quotidien régional mais sans doute mieux ancré dans la population. L'échec du premier de ces quotidiens, le succès relatif du second, l'accession solide des libéraux de Frank McKenna et de ses ministres acadiens au pouvoir, devait inévitablement signifier le transfert des appuis gouvernementaux, sous forme d'un fonds de fiducie, à une *Acadie Nouvelle* qui pouvait dès lors prétendre à une vocation provinciale à l'échelle du Nouveau-Brunswick. Le fonds de fiducie visait essentiellement à permettre une meilleure diffusion du quotidien à

l'échelle de toute la province, ce qui avait toujours été le problème de *L'Évangéline*. Penser que tous les conflits régionaux au Nouveau-Brunswick ont disparu, ce serait rêver en couleurs ; mais il faut constater sans hésitation que le quotidien basé à Caraquet est maintenant entré dans les mœurs, qu'il fait un travail de plus en plus décent, a su ouvrir des antennes un peu partout dans la province, et qu'il est diffusé à l'échelle provinciale de façon décente, y compris au Madawaska. Les plaies vives laissées par la disparition d'un quotidien vieux de presque un siècle se sont pansées, et, si l'on a du mal à penser que *L'Acadie Nouvelle* pourrait se passer totalement de l'appui provincial sous la forme du fonds de fiducie, sous la forme d'annonces publicitaires, entre autres, pour des raisons tenant à la répartition géographique des Acadiens dans la province, par contre il faut reconnaître qu'à tous niveaux, de la vente à la rédaction, des progrès notables ont été accomplis. Le secteur culturel n'y est pas négligé (même si le choix des événements couverts peut, à l'occasion, prêter à controverse), la couverture des nouvelles nationales et internationales y est décente, la couverture d'événements régionaux et provinciaux adéquate. Sous la direction actuelle de Nelson Landry, un ancien de *L'Évangéline* comme du *Matin*, s'y pratique un journalisme qui n'est certes pas celui du *Monde* ou du *Devoir*, mais correspond, à l'échelle de l'Acadie néo-brunswickoise, à ce qui se fait dans les media régionaux du Québec ou, dans une certaine mesure, de la France.

Le quotidien restreint, à l'exception de quelques abonnés, ses activités et sa couverture à la province du Nouveau-Brunswick. La raison en est simple : il serait trop coûteux d'essayer de couvrir toutes les Maritimes pour desservir, en Nouvelle-Écosse, à l'Île du Prince Édouard, et dans une moindre mesure dans les régions francophones de Terre-Neuve, une population qui n'a pas de tradition de lecture de quotidiens en français, et que desservent abondamment pour les nouvelles provinciales les quotidiens anglophones de ces provinces. La stratégie y est donc, pour la presse écrite, de renforcer au maximum la présence d'hebdomadaires acadiens, *La Voix Acadienne* à l'Île, *Le Gaboteur* à Terre-Neuve, *Le Courrier* en Nouvelle-Écosse. Au Nouveau-Brunswick, cela va de soi, les hebdomadaires continuent d'exister, surtout lorsqu'ils remplissent, comme *Le Madawaska* dans la région du même nom, une fonction régionale moins couverte par le quotidien que cela ne serait possible.

Le Courrier est un bon exemple du développement et des progrès de la presse acadienne. Longtemps limité dans son développement par une vision avant tout régionale plutôt que provinciale, l'hebdomadaire, particulièrement après la cession à une Société de Presse Acadienne par le principal

actionnaire, Cyrille LeBlanc, est devenu un media à but définitivement provincial, objectif que le départ de Richard Landry (pour devenir attaché de presse de l'Université Sainte-Anne) en 1992 et son remplacement par Claudia Collard, journaliste d'origine québécoise, comme rédactrice, n'a pas changé, bien au contraire. Associations acadiennes et régions sont représentées à la SPA, qui a pu consister à sa réunion de février 1993 que les efforts de développement du journal s'accompagnaient cependant, en période de récession, d'un certain nombre de problèmes. Certes, l'appui du fonds de fiducie, ici encore, permet au journal une certaine stabilité, et l'adoption de plans globaux, révisés régulièrement, permet de viser des objectifs de façon efficace. Le tirage du journal a augmenté de 2,700 à 4,000, et il reste à aller chercher des abonnés comme à développer les ventes au niveau scolaire. Cependant, avec la récession, et parfois en raison de la difficulté à former un personnel compétent qui veuille rester en place de façon durable, les ventes d'annonce accusent une baisse depuis une année, sans que cela menace la survie du journal, qui a par ailleurs diversifié ses rubriques, se donnant un format plus attrayant (avec une grande photo en page couverture, des sections régionales mieux couvertes, une section culturelle régulière, des articles de fond tous les mois). Appuyé financièrement par une base économique privée, comme tout journal, par un fonds de fiducie provincial, par des appuis fédéraux, par l'usage d'un coopérant français, *Le Courrier* s'affirme aujourd'hui plus que jamais comme un lien indispensable entre les régions acadiennes de la Nouvelle-Écosse, tout comme une fenêtre nécessaire vers l'extérieur. Le président de la SPA, Lester Doucet, comme le gérant général, Dave Leblanc, se montrent prudemment mais résolument optimistes quant à l'avenir du journal : on doit cependant remarquer que le nombre de personnes qui sont activement impliquées est limité, et que des programmes quant à la recherche d'une relève, en particulier au niveau de la formation de jeunes journalistes venus des écoles acadiennes, sont en place pour les années à venir, tout comme la formation continue des correspondants locaux.

Au niveau magazine, le seul magazine acadien, *Ven d'Est*, produit depuis ses débuts à Petit-Rocher dans la Péninsule Acadienne, après être devenu, de mensuel au début, bimensuel, connaît aujourd'hui des difficultés financières, dues en grande partie non à sa qualité, reconnue autant à travers le Canada qu'au Québec, mais au fait que son public, dans une Acadie qui n'est pas indéfiniment extensible, plafonne — tout comme les ventes de publicité, dans une région où il entre également en compétition avec le quoidien. Couvrant tous les domaines, cependant,

des arts à l'économie, le magazine reste un outil indispensable, et probablement plus lu aujourd'hui qu'il ne l'était il y a quelques années : de plus, l'article de magazine confère à celui qui en est l'objet une certaine valeur que l'article de quotidien ou d'hebdo ne confère pas de la même manière. Sous l'égide d'un nouveau rédacteur en chef, le magazine, qui avait eu quelque peu tendance à se replier sur des intérêts régionaux au cours des deux dernières années, doit faire face, non à un défi de qualité et de reconnaissance, mais à un marché limité, et qu'il affronte à partir du printemps 1993 en n'étant plus publié que quatre fois par années.

Ce qui touche sans doute le plus directement la plupart des Acadiens et Acadiennes, cependant, ce sont les media électroniques. Malgré des coupures budgétaires qui ont soulevé l'indignation d'une coalition pan-acadienne contre Radio-Canada, le développement de programmes acadiens se poursuit, à moindre échelle peut-être, à la radio et à la télévision de Radio-Canada. L'émission musicale *Maritimes en direct* est largement suivie, faisant place à nos artistes, tout comme les informations de l'émission *Ce Soir*. De *Sonar le matin* à *L'Entre-Deux* l'après-midi, force est de constater une certaine acadianisation des programmes au Nouveau-Brunswick. En Nouvelle-Écosse, la situation s'est améliorée nettement avec l'installation d'un centre de production à Halifax, longtemps réclamé par la population acadienne de la province : l'émission du matin, *bonjour Atlantique*, est un outil d'information fondamental dans tous les secteurs d'intérêt acadien dans la province. L'émission correspondant pour l'Île, si elle est produite à partir de Moncton, n'en est pas moins localisée elle aussi, avec Georges Arsenault, bien connu à l'Île, comme présentateur.

On se rend compte, aujourd'hui, de l'importance énorme d'une telle antenne régionale. Sans Radio-Canada Moncton, dont la directrice des programmes de la région atlantique est encore la très dynamique Laetitia Cyr, il est certain que le centre montréalais de Radio-Canada prêterait peu l'oreille à ce qui se fait à Moncton, et moins encore à Halifax, Wedgeport ou Chéticamp : le traitement serait, au mieux, le même que le traitement parcimonieux auquel ont droit certaines régions du Québec en dehors de la métropole.

Sans Radio-Canada Halifax, il est improbable que les Acadiens de la Nouvelle-Écosse aient pu avoir accès au développement de projets culturels d'envergure au cours des dernières années. C'est ainsi que, par la collaboration entre le village de Wedgeport, le travail du Conseil Culturel Acadien de la Nouvelle-Écosse (et particulièrement de son directeur, Ronald Bourgeois, musicien et ancien directeur d'une station

de radio à Montréal), la bonne volonté de Radio-Canada atlantique, et la venue de Gildor Roy à Wedgeport, ce petit village a eu droit à une émission aux *Beaux Dimanches*, au réseau national de la télévision... ce qui sera répété pour un concert de chorales acadiennes et de l'Orchestre Symphonique de la Nouvelle-Écosse lors du centenaire de l'église de Chéticamp, à l'été 1993. Le premier concert, à Halifax, avait fait l'objet d'une couverture par le réseau atlantique de la radio, autant en français qu'en anglais, comme c'est le cas maintenant régulièrement pour des concerts acadiens dans la Nouvelle-Écosse, en particulier, depuis deux ans maintenant, le gala de la chanson, dont le gagnant, accompagné sur scène par l'orchestre de Maritimes en Direct, (par exemple André Aucoin, premier lauréat) ou la gagnante voit deux chansons enregistrées par Radio-Canada atlantique sous forme de disque compact, instrument de promotion incontestablement nécessaire, et souvent difficile à réaliser par l'artiste lui-même. Martine Jacquot et Daniel Heikalo, avec l'appui de Léo Thériault, ont pu faire dans les studios de Radio-Canada à Halifax quatre demi-heures d'émission pour *Lectures de chevet*, à la radio FM nationale, à partir de thèmes regroupant principalement des textes acadiens. Paul-Émile Comeau, grand spécialiste de musiques diverses de la Baie Sainte-Marie, a pu faire une série d'émissions — malgré un budget restreint — sur la musique cadienne (« cajun ») pour le réseau atlantique. Au Nouveau-Brunswick, pour la première fois en 1993, la Nuit de Poésie du Salon du Livre d'Edmundston était retransmise (en différé cependant) sur les ondes du réseau national. Tout ceci serait impossible sans une présence continue de Radio-Canada en divers points des Maritimes ; mais ce serait aussi impossible sans une certaine symbiose entre le personnel de Radio-Canada dans les Maritimes et les organismes communautaires, culturels ou autres. En Nouvelle-Écosse, par exemple, force est de noter que Jules Chiasson, responsable des studios d'Halifax, est un Chéticantin d'origine, ancien animateur culturel de la Fédération Acadienne de la Nouvelle-Écosse ; Louise d'Entremont, réalisatrice, et néo-écossaise d'origine, a travaillé avec plusieurs organismes culturels au Nouveau-Brunswick ; Paul-Émile d'Entremont, journaliste, a été le premier agent de liaison du Conseil Culturel Acadien de la Nouvelle-Écosse ; et on pourrait continuer. Si Radio-Canada remplit à Halifax un mandat de plus en plus essentiel, permettant un développement culturel de la communauté qui ne pourrait exister sans elle, par contre c'est par la symbiose naturelle entre le personnel de Radio-Canada et la région que peut se développer une vision commune sur certains points, vision qui, inévitablement, devra faire appel à la ruse et à l'expérience de certains

pour triompher de réticences montréalaises quant à certains projets jugés aisément trop « régionaux ». Mais l'Acadie, qu'est-ce, en définitive, sinon un ensemble de régions, et de régions parfois opposées ? L'idée de déplacer le poste de journaliste international (occupé par James Bamber) de Halifax à Moncton ne pouvait que soulever l'ire des Acadiens de la Nouvelle-Écosse, quelles que soient par ailleurs les (bonnes) relations entre eux et leurs frères et soeurs néo-brunswickois.

Lors d'un entretien fin avril 1993 à la télévision à Yarmouth, principale ville du Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse (et, principalement anglophone, séparant deux régions acadiennes, Clare « en haut » et Argyle « en bas »), Gerry Boudreau, musicien et technicien du son, qui animait l'émission pour Viking TV, me demandait de but en blanc ce que je pensais de Radio-Canada, qui ne desservait pas les régions acadiennes *dans leur langue* et selon leurs préoccupations. Dans leur langue ? Quiconque connaît l'Acadie sait que l'acadien diffère notablement du français dit standard, et que cet acadien connaît lui-même de multiples variations, de ce qui se parle à Wedgeport par rapport à l'*acadjonne* de la Baie Sainte-Marie, sans même aborder la question du *chiac* monctonien. En d'autres mots, il est fondamental qu'à côté de Radio-Canada, destiné à fonctionner à un niveau régional ou national (sans pour autant ne pas tenir compte des réalités acadiennes de la province), visant à permettre l'accès à ce réseau aux artistes et aux intervenants acadiens de la province, existent des radios communautaires, touchant à des réalités régionales spécifiques. C'est le cas de la Radio des Deux Montagnes au Madawaska, c'est le cas dans la Péninsule Acadienne, ce sera normalement bientôt le cas pour les régions acadiennes du Sud-Est du Nouveau-Brunswick (un comité d'implantation est en place), c'est le cas pour la Baie Sainte-Marie et la région d'Argyle, avec Radio-Clare, mieux connue comme CIFA. La situation financière des radios communautaires est cependant précaire : faisant à l'automne de 1992 face à un déficit de 40000\$, CIFA réussit à réunir des fonds en faisant appel au public, aux organismes acadiens, bref à tous ceux et celles qui pouvaient lui venir en aide, ce qui a rétabli la situation financière, les aides gouvernementales se faisant plus rares et plus difficiles à obtenir (sinon pour les débuts) ; par contre, la qualité de programmes, et la cote d'écoute, malgré un personnel restreint (une directrice, Danièle Marchand ; une journaliste, Pamela Thibault ; et plusieurs animateurs bénévoles, dont Paul-Émile Comeau, Jean-Louis Belliveau, et d'autres) ne font aucun doute, et on espère que les développements pourront continuer. Si certaines radios communautaires ont du mal à tourner, par contre d'autres, à première

vue, auront un certain succès : à Chéticamp, un projet pilote n'a eu aucune peine à être financé, et l'expérience sera répétée au moins pour le Festival Acadien de 1993. L'effondrement du secteur des pêches aura-t-il une incidence sur la capacité du secteur privé à compenser ce que les difficultés financières des gouvernements menacent ? Les années à venir le diront. Une chose est certaine : pour plusieurs régions acadiennes, les domaines de l'éducation et du développement culturel prennent une place croissante. Le Collège de l'Acadie, organisme décentralisé fonctionnant grâce à un système de transmission audio et vidéo particulièrement remarquable, en est un exemple récent — ne pouvant presque plus répondre à la demande, et manquant encore des locaux qui lui seront indispensables pour mener à bien ses tâches (locaux déjà prévus, mais non encore construits).

Sur le plan des télévisions locales, plusieurs essais ont été faits : sur le câble, à Chéticamp, sur Viking Cable à Yarmouth, par exemple. Il reste à implanter un moyen de circulation d'émissions qui pourraient être vues à travers toutes les chaînes communautaires des Maritimes (ou par le biais du Atlantic Satellite Network), tout comme, d'ailleurs, des échanges d'émissions entre radios communautaires.

Le portrait ne serait pas complet si l'on ne tenait pas compte de ce qui se voit dans les régions acadiennes des Maritimes, venant de l'extérieur : or force, ici, est de constater que malgré le casse-tête chinois que représentent les compagnies de câblodiffusion, des progrès existent. Même dans la région principalement anglophone (mais historiquement acadienne) de la Vallée d'Annapolis, la réception de TV5, de Quatre-Saisons, est maintenant possible en certains endroits. Il est parfois difficile de savoir ce qui est disponible, et où : mais on sait que les jeunes Acadiens, dans leur ensemble, préfèrent écouter *Musique Plus* que *Much Music*, lorsque le choix leur est donné. C'est, déjà, tout un progrès...

Dire que l'Acadie, dans ses diverses composantes, ne connaît pas de difficultés, serait absurde. Manque de fonds parfois, lassitude des bénévoles, manque de personnel qualifié pour certaines tâches, manque de réponse du public, tout cela, comme partout, existe : mais, dans l'ensemble, les dernières années ont fait passer l'Acadie de l'existence silencieuse — quelque fière d'elle-même qu'elle ait pu être — à une présence médiatique croissante, et de plus en plus gérée par des Acadiens eux-mêmes, par des Acadiennes elles-mêmes. Il reste à espérer que cette reprise en main permette, peu à peu, d'amorcer des développements pour des programmes scolaires mieux adaptés à former les jeunes pour l'an 2000 et après, d'aider au développement sur le territoire de l'Acadie

des artistes qui restent le fer de lance sonore et visuel d'une société — comme nos amis américains, québécois ou français ne l'ignorent pas —, de développer une industrie du film et une industrie musicale en Acadie même qui, tout en faisant appel à des fonds venus de diverses sources, se donne les moyens de gérer son propre bateau.

Et puis, alors que l'Acadie sait de plus en plus que l'image compte pour beaucoup, ne puis-je être sensible au fait d'avoir été, en mai 1993, interviewé à Niort, en France, pour le quotidien *La Nouvelle République*, à propos de l'Acadie de la Nouvelle-Écosse, par Yves Revert, journaliste à Niort, et...ancien coopérant français au *Courrier* de la Nouvelle-Écosse ? Notre présence dans la francophonie, tout doucement, fait son chemin...